

ECOSOC-PBC joint meeting on “The impact of cross-border transhumance to sustainable peace and development in West Africa and the Sahel”, 3rd December 2019, UN Headquarters, NYC, USA

**Par Dr Mariam Wallet Aboubakrine, Experte membre, UNFPPII**

Bonjour *H.E. Mme. Mona Juul, Présidente du Conseil économique et social,*

*Excellence Monsieur le Président* de la Commission de consolidation de la paix, Mr.

Guillermo Fernandez de Soto,

HE Mesdames et Messieurs les ambassadeurs,

*Chers collègues et co-panelists,*

Je voudrai tout d’abord reconnaître le territoire autochtone du peuple Algonquin d’où je m’exprime ce matin.

Toute ma gratitude à la Présidente du Conseil économique et Sociale, au Président de la Commission de consolidation de la paix ainsi qu’à leurs collaborateurs d’avoir porté une attention particulière à une thématique aussi importante que la transhumance pour une paix durable et le développement en Afrique de l’Ouest et le Sahel. Et, d’avoir invité la voix des peuples autochtones par le biais de l’Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones (IPNUQA).

En 2016, déjà l’IPNUQA, durant sa Quinzième Session annuelle intitulée : « Les peuples autochtones : conflits, paix et règlement », attire l’attention sur l’ampleur des conflits en territoire autochtone, leur récurrence, mais surtout a consacré un paragraphe à la place des mécanismes onusiens pour les peuples autochtones à savoir l’IPNUQA, le SRIP, et le MEDPA et les peuples autochtones dans la résolution des conflits impliquant les peuples autochtones en collaboration avec les mécanismes sous-régionaux comme la CEDEAO, internationaux comme la Commission de consolidation de la paix, en faisant

ECOSOC-PBC joint meeting on “The impact of cross-border transhumance to sustainable peace and development in West Africa and the Sahel”, 3rd December 2019, UN Headquarters, NYC, USA

mention spéciale au cas du Sahel. À la suite de cette recommandation<sup>1</sup>, nous avons initié une collaboration avec les collègues de la Commission de la consolidation de la paix, pour moi c’est déjà un grand pas, car c’est bien une première. Cependant, je trouve que le pas devrait être accéléré. En effet, si je reviens au cas du Mali où les violences étaient récurrentes et circonscrites jusqu’en 2012 au Nord seulement, pendant les huit dernières années elles se sont propagées vers le centre.

Il y a plusieurs éléments et liens à faire entre la crise complexe actuelle au Mali, notamment les revendications touarègues au Nord d’une part et les violences intercommunautaires au centre, notamment entre Peul (pastoralisme à la base) et Dogon-bambara (sédentaires : agriculteurs).

S’il y a des facteurs évidents comme l’impact des changements climatiques, la démographie croissante, la prolifération des armes, il y a d’autres qui sont moins clairs comme le bris de système traditionnels de résolution de conflits, la perturbation des modèles économiques traditionnels comme le cas de transhumance chez les Touaregs et les Peuls. Notons que la transhumance est ancrée dans la culture de ces pasteurs nomades, suit des rythmes saisonniers. Elle se fait de façon à respecter les rares ressources naturelles dont les animaux et les humains ont besoin pour survivre dans des zones aussi semi-arides ou arides que le Sahel et le Sahara et selon les connaissances traditionnelles du milieu que ces peuples ont développées depuis des millénaires. Aussi, même si de petits conflits surgissaient entre les peuples voisins, ils arrivaient toujours à les résoudre localement et selon leurs propres mécanismes de résolution de conflit comme la justice traditionnelle, le conseil des sages, les chefferies traditionnelles etc.

Un autre facteur non négligeable à mentionner est la colonisation française et l’héritage qu’elle a légué, d’une part du fait des nouvelles frontières ne tenant pas toujours

---

<sup>1</sup> Paragraphe 61.

[https://www.un.org/en/ga/search/view\\_doc.asp?symbol=E/2016/43&Lang=F](https://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=E/2016/43&Lang=F)

ECOSOC-PBC joint meeting on “The impact of cross-border transhumance to sustainable peace and development in West Africa and the Sahel”, 3rd December 2019, UN Headquarters, NYC, USA

compte du mode de vie de ces peuples, d'autre part d'administrations non inclusives et calquées sur le système français alors que les réalités françaises sont bien différentes de celles de ses anciennes colonies : culture, démographie, système judiciaire, système éducatif etc.

Pour conclure, le Mali est juste un exemple au Sahel voire dans la région Sahélo-saharienne, le Burkina voisin qui a presque les mêmes réalités du point de vue démographique, climatique, en tout cas pour les parties Nord, vit actuellement aussi des violences extrêmes. D'où l'importance, pour parvenir à une paix durable et être sûr de ne laisser de côté personne, y compris les populations du Sahel dans l'atteinte des objectifs 1, 2, 13, 16 du Programme de développement durable à l'Horizon 2030 et ceux qui y sont liés, étant donné que les ODD sont tous interreliés :

- d'inclure et d'impliquer toutes les couches des communautés autochtones et locales : jeunes, leaders, femmes, chefs et aînés, dans les programmes de développement, de résolution de conflit et ceux à toutes les étapes,
- de miser sur un développement qui tient compte des économies locales, des systèmes de développement locaux qui ne sont possibles que si les populations autochtones et locales continuent de pratiquer leurs activités de subsistance traditionnelles comme la transhumance, la pêche, l'agriculture , etc.,
- d'associer aux réponses nationales, sous-régionales, régionales et internationales celle des mécanismes onusiens sur les peuples autochtones et les experts autochtones qui se sont penchés à l'occasion de plusieurs travaux sur ces problématiques.

Mesdames et messieurs, je vous remercie pour votre attention et je reste toujours disposée à converger nos réflexions afin de consolider la paix au Sahel et que la transhumance soit plutôt un atout qu'une menace à la sécurité.